

Grand entretien avec Frédéric Lebaron

La croyance économique en crise

Savoir/Agir : En l'espace de dix ans, vous avez publié deux ouvrages sur la croyance économique. Pourquoi vous êtes-vous intéressé à ce thème ? Selon vous, la crise ne serait pas une simple crise économique mais transformerait profondément le regard porté sur l'économie. Tout un ordre cognitif, c'est-à-dire la manière de penser l'économie dans une société moderne, serait ainsi bousculé...

Frédéric Lebaron : J'ai écrit le premier de ces livres ¹ en 2000, à partir de ma thèse. Celle-ci portait sur le monde des économistes, des producteurs de savoirs et de discours économiques savants et leurs rapports avec le monde du pouvoir et le monde social en général. À l'époque je ne pensais pas du tout reprendre ma thèse pour étudier la crise de la pensée économique. Celle-ci n'était pas en crise, au contraire. C'était une période de montée de la pensée économique, de l'expertise, de son influence sur les politiques publiques.

Savoir/Agir : Comment avez-vous procédé ? À partir de textes ou par une

Propos recueillis par
Louis Weber
et Laurent Willemez

enquête auprès des économistes eux-mêmes ?

Frédéric Lebaron : En réalité, j'ai commencé à traiter ce sujet pour ma maîtrise en 1992-1993. J'ai continué jusqu'à ma thèse, soutenue en 1996. Il s'agissait d'une enquête sur le monde des économistes, utilisant plusieurs méthodes et techniques : les statistiques, en particulier la prosopographie pour étudier les trajectoires, l'ethnographie, etc. Je me suis restreint aux économistes français. J'ai aussi conduit des entretiens approfondis, observé des congrès réunissant des économistes, notamment les congrès de l'Association française de science économique (AFSE). En fait, j'ai essayé de construire la notion de champ des économistes.

Le livre *La crise de la croyance économique* ² est venu juste dix ans après ce

1. F. Lebaron, 2000, *La Croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Collection Liber, Éditions du Seuil, 260 p.

2. F. Lebaron, 2010, *La crise de la croyance économique*, Collection Dynamiques socio-économiques, Éditions du Croquant, 234 p.

premier livre. L'écart est même plus grand si on tient compte du fait que la matière du premier était ma thèse et que j'avais mis un certain temps avant de la publier, notamment parce qu'il fallait bien sûr considérablement raccourcir le texte. Par ailleurs, il faut se rappeler qu'il a été publié en même temps que *Les structures sociales de l'économie*, dans la collection que Bourdieu dirigeait au Seuil³. Ce qui a nécessité quelques aménagements et compléments par rapport à la thèse.

À l'été 2007, la crise devenait évidente, avec celle des *subprimes* au départ, ce qui a suscité immédiatement une série d'analyses savantes. Personnellement, c'est à ce moment-là que j'ai lu le livre de Paul Jorion qui analysait les prémices de la crise⁴. Il se passait aussi quelque chose dans le monde des économistes, les idées dominantes semblant de plus en plus remises en cause. Il m'a paru judicieux de reprendre l'analyse de la manière dont les idées dominantes s'imposent ou non parmi les économistes, tout en étudiant le processus de la crise. J'ai donc façonné au fur et à mesure les catégories que j'allais utiliser. D'abord un ébranlement des croyances, qui sont souvent d'origine savante mais dont la force sociale montre que c'est plus compliqué. La crise financière a ébranlé le consensus de Washington, déjà remis en cause antérieurement par le mouvement altermondialiste et les limites du discours libre-échangiste. La contestation s'est focalisée sur l'OMC mais il y a eu d'autres batailles, celle de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) négocié à l'OCDE jusqu'en

1997, par exemple. Comme je suivais tout cela aussi dans un cadre militant, je pouvais constater que les croyances économiques étaient progressivement ébranlées, ou du moins connaissaient des « fissures ». C'est aussi l'époque où Stiglitz a commencé à publier une série de livres très critiques après son départ de la Banque mondiale où il était économiste en chef jusqu'en 2000. Il était assez étonnant de voir quelqu'un qui avait côtoyé les sphères du pouvoir (il a été proche de Clinton) servir tout à coup de référence au mouvement altermondialiste qui a commencé à citer ses travaux. Arrive alors un ébranlement majeur en 2007, dont on pouvait penser qu'il pouvait remettre en cause le paradigme lui-même et conduire rapidement à l'effondrement du système.

C'est dans ce contexte que la revue *Savoir/Agir* a publié deux dossiers dont le premier était plutôt en avance par rapport à ce qu'on pouvait lire ailleurs. Je faisais aussi un cours de master 2 sur la sociologie économique à Amiens. Cela m'a conduit à poser la question : à quoi peut bien servir la sociologie économique si elle n'est pas capable de dire ce qui est en cours dans l'économie ? Si elle n'est pas capable d'apporter un regard un peu différent de celui des macro-économistes ou des conjoncturistes, voire des historiens, même si à l'époque on ne faisait pas encore la comparaison avec 1929 ? Comme aurait dit Durkheim, si c'était le cas, elle ne « mériterait pas une heure de peine⁵ ».

Certes, la sociologie fait des enquêtes, ce qui prend du temps. Elle arrive donc le plus souvent après la bataille. C'est ce

3. P. Bourdieu, 2000, *Les structures sociales de l'économie*, Collection Liber, Éditions du Seuil, 289 p.

4. P. Jorion, 2007, *Vers la crise du capitalisme américain ?*, Recherches, La Découverte Mauss.

5. « Nous estimerions que nos recherches ne méritent pas une heure de peine si elles ne devaient avoir qu'un intérêt spéculatif. »

que j'ai voulu éviter. J'ai donc accumulé des matériaux sur lesquels j'ai travaillé. J'en ai fait un cours, ce qui m'a permis de prendre en compte les réactions de mes étudiants. Il leur fallait comprendre des choses assez techniques comme les crédits hypothécaires, connaître un minimum le champ des économistes, ce qui n'est pas facile même pour des étudiants de master 2. Le cours a donc été utile pour structurer et organiser mon travail. Le titre du livre est évidemment un clin d'œil à ce que j'ai fait il y a dix ans, ce qui me paraissait s'imposer.

Savoir/Agir : Pour saisir vraiment ce qu'est la croyance économique, il faut donc aller au-delà du champ des économistes et explorer de multiples domaines, à l'université, à l'extérieur de l'université, dans la presse ?

Frédéric Lebaron : Oui, c'est un des constats de ma thèse. J'ai constaté qu'on avait affaire à un champ très vaste, très différencié, très hétérogène, multidimensionnel. Il va bien sûr au-delà de l'université et comprend les économistes d'entreprise, ceux des banques et de la finance et, élément en partie nouveau, ceux des banques centrales, celles-ci constituant aujourd'hui un débouché important pour les diplômés d'économie, particulièrement aux États-Unis. Elles recrutent beaucoup de docteurs en économie dans leurs services, et même les gouverneurs et les membres des conseils de politique monétaire sont le plus souvent de hauts diplômés en économie. C'est un espace qui recouvre quasiment la totalité du champ du pouvoir. En travaillant sur les économistes, je me suis donc rendu compte que je travaillais sur tout le champ du pouvoir. La discipline économique est en effet présente partout même s'il existe

des écarts entre les secteurs. Elle est dans l'éducation, notamment avec tout ce qui se dit sur le capital humain, dans la santé, dans le droit bien sûr... Travailler sur les économistes ne pouvait par conséquent pas se réduire à travailler sur les économistes académiques. Il y a des économistes en dehors du champ académique, ce qui n'est pas toujours bien compris, même par des économistes hétérodoxes ! Il y a donc un enjeu autour du label « économiste ». Le parti que j'ai pris, c'est de travailler sur toutes les catégories professionnelles ayant à voir avec l'économie en tant que discipline. Elles sont assez différentes les unes des autres. Les économistes de banque travaillent par exemple sur la conjoncture, ils sont très présents dans les médias. Ce sont d'ailleurs eux qui donnent le *la* en matière d'analyse de la conjoncture. Celle-ci est la forme la plus courante de l'économie pour le grand public, qui est totalement sous-estimée à l'université. Il y a très peu de filières de formation à l'analyse de la conjoncture, mis à part quelques masters professionnels, assez peu légitimes comparés à la théorie et l'économétrie...

Savoir/Agir : Comment ces économistes sont-ils formés alors ?

Frédéric Lebaron : Ils ont la formation de base classique, micro- et macroéconomique, et sur le plan statistique, l'économétrie. Ils se forment ensuite dans les banques, essentiellement par la pratique. En France, ils viennent souvent de quelques grandes écoles, comme l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensaé) par exemple. Ce n'est pas un phénomène nouveau. L'analyse de conjoncture est apparue dès les années 1930, avec la création des premiers observatoires. Mais elle s'est fortement

développée et est devenue une tendance lourde depuis quelques décennies, passant de l'Insee et de la Direction de la prévision⁶ au secteur privé en se financiarisant. Mais l'analyse de conjoncture a toujours accompagné la décision budgétaire et les modélisations sont inhérentes au processus de définition des politiques publiques. Ce qui a changé à partir des années 1990, c'est le poids de plus en plus grand des économistes de banque liés au secteur financier. Il ne s'exerce pas tellement sur la production de données, qui reste pour l'essentiel l'apanage des institutions publiques, sauf peut-être lorsqu'il s'agit d'enquêtes de type relativement nouveau, faites en ligne, sur le moral des entreprises par exemple. Mais, en revanche, le discours interprétatif sur les données s'est diversifié. C'est très visible dans la presse économique, mais aussi dans des quotidiens généralistes comme *Le Monde* ou *Le Figaro*, où les économistes de banque occupent aujourd'hui une large place. C'était déjà visible à l'époque où je rédigeais ma thèse mais cela s'est beaucoup accentué à partir des années 2000. On cite désormais bien plus souvent les économistes de Natixis, du cabinet Xerfi ou de BNP-Paribas que ceux de l'Insee.

Les liens entre économistes et acteurs du système financier constituent une sorte de tabou dans le débat public français. Jean Gadrey s'est par exemple attiré une volée de bois vert quand il a réagi sur son blog⁷ à un article du *Monde* mettant ces

liens en cause et qu'il a mis en évidence les rapports entre certains économistes et les banques. Cet article a été suivi d'une « réponse » de l'économiste Patrick Artus, celui-là même, Jean Gadrey le rappelle, qui avait écrit en août 2008 un article dans le mensuel *Challenge* titré : « La crise des *subprimes* est dans le rétroviseur ». Gadrey s'est simplement contenté de rappeler les multiples fonctions de « l'homme de la finance » qu'est selon lui Christian de Boissieu, président du très officiel Conseil d'analyse économique⁸ : président du conseil scientifique de Coe-Rexecode, de la Commission de contrôle des activités financières de la Principauté de Monaco, membre du Conseil de surveillance de la banque Neufilize OBC, conseiller économique au sein d'un *hedge fund* (HDF Finance), mais aussi au Crédit agricole et chez Ernst & Young France, membre du Comité des Établissements de Crédit et des entreprises d'investissement (CECEI), coprésident du Comité scientifique de l'Institut Amadeus, *think tank* « indépendant » établi à Rabat, et dont la revue présente un éloge du libre échange et de l'OMC. Jean Gadrey a en fait touché quelque chose de très profond en mettant en cause la neutralité affirmée de la science économique. Certes, il faut se garder des raccourcis mécanistes, que l'on m'a reprochés aussi, du type « de l'intérêt économique et financier à l'orientation », que Pierre Bourdieu attribuait à des lectures un peu simplifiées de Marx. L'idée de champ procède justement de la réflexion sur ces espaces intermédiaires, où existent des positions spéci-

6. Aujourd'hui Direction de la prévision et des études économiques du ministère de l'Économie et des Finances. Sa mission est de réaliser « toute étude et recherche sectorielle et macroéconomique, utile à la conduite de la politique économique et financière du Gouvernement ». Dans ce cadre, elle publie entre autres des notes de conjoncture mensuelles.

7. <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2009/09/21/les-liaisons-dangereuses/>

8. Placé auprès du Premier ministre, le Conseil d'analyse économique a pour mission « d'éclairer, par la confrontation des points de vue et des analyses, les choix du gouvernement en matière économique ».

fiques, avec une autonomie relative. Je pense pour ma part que cette autonomie existe bien sûr pour les économistes (qui ont un discours et des enjeux propres), mais qu'elle est relativement faible. Ce qui va à l'encontre de la rhétorique professionnelle dominante dans le milieu, qui consiste à dire : « *Nous sommes des scientifiques, à distance du monde réel* ». Cette vision me paraît trompeuse car elle vient du champ lui-même, qui est précisément très peu autonome du fait de ses liens avec divers mondes professionnels connexes.

L'évolution de l'Ensaë depuis les années 1980 est tout à fait typique de la financiarisation des cursus des futurs statisticiens et économistes. On en trouve déjà des traces nombreuses dans les années 1990. On commençait à parler d'« économistes de marché » pour désigner des groupes professionnels en train d'émerger. Personnellement, je pense que la recherche devrait accorder davantage d'importance au groupe des conjoncturistes, qui font un peu l'économie passe-partout du quotidien. Cela ne doit évidemment pas détourner de l'attention portée aux producteurs de grandes théories académiques sur la macroéconomie, mais il y a sans doute un meilleur équilibre à trouver. L'économie conjoncturelle a elle aussi des bases savantes, il y a de la statistique, des modèles. En même temps, elle accorde une grande place aux interprétations verbales des évolutions, passe des prophéties à court terme aux prophéties à long terme de façon plus ou moins contrôlable. Enfin, n'oublions pas qu'elle s'inscrit dans un système institutionnalisé, avec des institutions internationales comme l'OCDE ou le FMI qui produisent beaucoup d'analyses de conjoncture, l'Insee en France, etc. C'est donc un champ assez complexe,

où coexistent des producteurs et des commentateurs de différentes origines, publics et privés. Ce qui m'a intéressé, c'est l'articulation entre eux. J'ai donc plus particulièrement regardé les choses sous l'angle : « Comment expliquer l'hyper-optimisme dans ce champ avant la crise ? »

Savoir/Agir : Vous parlez aussi d'un deuxième groupe, qu'on pourrait appeler les conseillers du prince ou plus prosaïquement les conseillers de l'administration, qu'on retrouve dans les banques centrales, autour des partis politiques, etc.

Frédéric Lebaron : C'est le cas par définition pour le Conseil d'analyse économique (CAE), déjà cité. Il fait l'objet de plusieurs thèses et travaux en ce moment. C'est un cas intéressant parce que le CAE a précisément été conçu pour rapprocher les économistes de la décision politique. Jusqu'en 1997, il y avait en effet seulement une sorte de circuit fermé entre la Direction de la prévision, et derrière elle l'Insee, et les décideurs, notamment les cabinets ministériels. C'est une situation bien connue de la sociologie politique. Avec le CAE, créé par Jospin en 1997 sur le modèle du *Council of Economic Advisors* américain, le gouvernement a à sa disposition un pool d'experts qui produisent presque à flux tendu des rapports sur les politiques publiques, avec un fondement scientifique souvent présenté comme indiscutable. En réalité, le CAE est soumis à de fortes tensions entre un pôle académique – pour qui la participation au CAE est un compromis entre le désir d'intervenir sur les politiques publiques et le souci de leur légitimité académique – et un pôle plus « mondain » et médiatique avec des économistes

un peu dans l'entre-deux, sans légitimité académique forte mais qui se sont spécialisés dans des domaines déterminés et sont présents dans les médias (la conjoncture, le marché carbone, etc.). Ce qui est intéressant, c'est qu'à l'origine la composition était diverse, avec y compris quelques économistes hétérodoxes.

Jean Pisani-Ferry est un exemple de ces conseillers. Il a été président du CAE et reste très influent aujourd'hui à travers l'Institut Bruegel dont il est le directeur, qui est un autre *think tank* très influent dans certains secteurs de la politique publique à l'échelle européenne. Christian de Boissieu, déjà cité, a des liens très divers et a fait des expertises dans de nombreux pays. Lors d'un colloque auquel je participais à Moscou, j'ai pu constater qu'il connaissait tout le monde là-bas, pour avoir servi de conseiller pour la période de transition et participé à la réforme du système bancaire.

On a certainement tort de sous-estimer le rôle de ces personnages, qui ne sont pas des acteurs politiques de premier plan et parfois même pas médiatiques. Pourtant, leur influence sur les politiques publiques est considérable. Souvent, ce sont eux qui produisent les analyses, le lexique, les dispositifs argumentatifs. J'ai été très frappé d'entendre de Boissieu présenter à Moscou ce que va être la position officielle de la France au G20. Tout était prêt, le discours était déjà très construit sur les trois grands thèmes que la présidence française allait proposer au G20 : la régulation du prix des matières premières, la réforme du système monétaire international et la gouvernance mondiale. Ce qui est intéressant dans le contexte des relations avec la Russie, c'est que de Boissieu tenait un discours très régulateur, concédant même qu'il fallait « *rester un peu keynésien* » et cri-

tique sur la flexibilité des changes et la spéculation

Savoir/Agir : Comment font-ils pour faire face à toutes ces activités ?

Frédéric Lebaron : Ils travaillent beaucoup eux-mêmes. Ils s'appuient aussi sur des réseaux constitués dans le secteur bancaire, qui a été un segment très dynamique du marché du travail, attirant beaucoup de jeunes à cause des salaires pratiqués. Il faut voir aussi que les évolutions dans les universités ont produit beaucoup de futurs spécialistes, grâce notamment au développement des anciens DESS et des masters professionnels. C'est dans le secteur de l'économie que ces derniers se sont développés le plus rapidement.

Savoir/Agir : Vous dites dans votre livre que la langue de l'économie est l'américain, tout comme la comptabilité. Est-ce simplement une question de vocabulaire ou de traduction ?

Frédéric Lebaron : Non, cela va beaucoup plus loin. Les auteurs les plus légitimes dans le monde académique, de même que les modèles qu'ils construisent, sont d'abord publiés dans les revues américaines, évidemment en anglais. Cette échelle des valeurs est complètement intériorisée par les courants académiques dominants. L'exemple presque caricatural est celui de Jean Tirole⁹. Il a toutes les caractéristiques des dominants dans le champ de la science économique : X-Ponts, formation mathématique pous-

9. Jean Tirole est président de la Fondation Jean-Jacques Laffont – Toulouse Sciences Économiques (TSE) et directeur scientifique de l'Institut d'Économie Industrielle (IDEI) à Toulouse.

sée, travaux personnels très techniques en économie industrielle. Il a commencé sa carrière au MIT de Boston avec le prix Nobel 2007 Eric Maskin. On le pense lui-même nobélisable. L'institut qu'il dirige à Toulouse est en fait un pôle du monde américain en économie. Leurs revues sont américaines, les cours ont lieu en anglais, ils sont vraiment très américanisés. Ester Duflo est un autre exemple¹⁰. Elle développe une méthodologie, plus ou moins importée de l'épidémiologie, consistant à mener des expériences en économie du développement selon le principe du « double aveugle », *i.e.* une comparaison entre deux groupes choisis au hasard, l'un recevant le traitement à étudier, l'autre un placebo ou un traitement de référence, ni le patient, ni le médecin prescripteur ne sachant à quel groupe le malade appartient. Elle dirige une sorte de multinationale dont l'espace académique de référence est nord-américain. Elle mène des enquêtes et des recherches très coûteuses dans de nombreux pays. Pour elle aussi, l'ambition est certainement le Nobel d'économie. Elle est liée à l'École d'économie de Paris, qui est donc en compétition avec celle de Toulouse.

En quoi ces traditions sont-elles différentes des traditions françaises ? En France, l'économie était beaucoup plus proche des sciences sociales et socio-économiques, tradition bien décrite par Philippe Steiner. On parlait même d'« école française »... Il existait par exemple jusqu'en 1960 des cours sur le thème de « Structures et systèmes », et c'était plus

particulièrement en économie du développement ou en économie du travail que cette approche « non conformiste » s'était épanouie. L'approche était pluridisciplinaire, ouverte aux autres sciences sociales. Il n'y avait évidemment pas d'hostilité de principe à la quantification, mais plutôt à une certaine forme de modélisation *a priori* autour de l'acteur rationnel maximisateur de fonction-objectif dans la microéconomie par exemple. C'est pourtant cela qui a été importé à partir des années 1970 et plus encore 1980 et 1990. Aujourd'hui, on est allé très loin dans ce sens. Le pôle dominant est vraiment très américanisé, au point que l'on retrouve dans l'espace français l'opposition principale qui structure le champ américain, entre une « droite » et une « gauche ». Ou, pour le dire autrement, d'un côté des libéraux vraiment très libéraux, en général monétaristes sur le plan macro-économique, qui pensent que le marché est efficient fondamentalement et que les distorsions et plus généralement ce qui dégrade le bien-être, ce sont les interventions intempestives de l'État. Tirole et plus généralement ceux qui enseignent à Toulouse sont en général plutôt dans cette mouvance. Et de l'autre, ceux qu'on appelle des « néo-keynésiens », avec un cadre d'analyse très néoclassique, utilisant les mêmes outils que les monétaristes et leurs successeurs, mais qui considèrent qu'il y a des rigidités nominales sur les marchés, ce qui les conduit à prôner des politiques différentes dans les situations de crise, des politiques de relance. Cette position néo-keynésienne est montée en puissance avec Obama et est particulièrement bien incarnée par Stiglitz, Krugman, etc. À l'École d'économie de Paris, c'est plutôt cette sensibilité qui domine, avec par exemple Bourguignon, Piketty, etc.

10. Esther Duflo est actuellement professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT) et travaille sur la réduction de la pauvreté et l'économie du développement, en particulier la santé, l'éducation, l'accès au crédit, en passant par la lutte contre la corruption.

Savoir/Agir : Où mettez-vous les néolibéraux là-dedans ? Dans votre livre vous distinguez les néo-libéraux des libéraux classiques par le fait qu'ils pensent que l'Etat a un rôle à jouer.

Frédéric Lebaron : Je n'ai pas personnellement travaillé sur l'histoire de ce label et de ce courant. Je m'appuie sur les travaux de François Denord. Pour lui, le néo-libéralisme est « *cette conception de l'économie politique, née dans les années 1930 au croisement de l'université, du patronat et de la haute fonction publique, récusant le "le laissez-faire, laissez passer", assimilé au XIX^e siècle, pour promouvoir un interventionnisme juridique des États* ¹¹ ». Le néo-libéralisme est donc très lié à l'idée que les marchés ne fonctionnent pas « naturellement » et que le droit et l'État ont un rôle fondamental à jouer pour réaliser un marché « optimal », c'est-à-dire un ajustement des prix parfait. En ce sens, les néo-keynésiens sont donc des néo-libéraux, à gauche du spectre. Certains tenants de la « planification à la française » l'étaient aussi. Il y a évidemment des oppositions fortes entre eux, par exemple sur le degré d'intervention de l'État. Les néo-keynésiens la voient plus forte, notamment en période de crise. Ce sont eux qui, depuis 2007, ont le plus prôné une régulation forte. En témoigne le rapport Stiglitz rédigé pour l'ONU sur la crise. Il représente l'arc des positions les plus régulatrices, avec des gens assez divers, venant des banques centrales par exemple. De l'autre côté, il y a les monétaristes amé-

ricains, dont la plupart des prix Nobel, qui considèrent par exemple que ce qui a fondamentalement déclenché la crise, ce sont les mauvaises interventions de la Réserve fédérale américaine (FED). C'est une analyse inspirée des thèses de Schwartz-Friedman ¹², appliquée aux années 2000. Ils considèrent que c'est la politique de relance monétaire excessive (forte baisse des taux d'intérêt directeurs de la FED) qui a généré un excès de liquidités et, par conséquent, des prix totalement artificiels et la spéculation. Pour eux, c'est donc l'État, plus précisément la banque centrale, qui est le grand Satan. Cette position radicale est très minoritaire en France. Il y a là une différence entre le champ américain et le champ français, où les positions ultra-libérales, comme peut les incarner Pascal Salin (ou Alain Madelin dans ses chroniques dans *La Tribune*) ne font plus guère recette. Il y a eu des changements à cet égard. C'est d'ailleurs en cela qu'on peut parler de crise de la croyance économique. C'est une question à laquelle j'ai eu à répondre : comment se manifeste cette crise alors qu'on ne sent pas de grandes différences dans les politiques macro-économiques publiques en Europe ? Mais ce n'est plus vrai à partir de 2008, date à partir de laquelle on assiste à une intervention massive de l'État.

Savoir/Agir : N'y a-t-il pas eu un rebasculement depuis ? La parenthèse ne s'est-elle pas refermée, avec les thèses anciennes qui reviennent ?

Frédéric Lebaron : C'est une hypothèse qu'il ne faut pas rejeter *a priori*. Je l'ai

11. Repris de P. Mirowski, D. Plehwee, 2009, *The Road from Mont Pèlerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Harvard, et cité dans F. Denord, A. Schwartz, « L'économie (très) politique du traité de Rome », *Politix*, n° 89/2010, pp. 35-56.

12. Référence à Anna Schwartz et Milton Friedman, considérés comme les inventeurs du monétarisme

d'ailleurs souvent évoquée, notamment dans les éditoriaux de *Savoir/Agir*. Mais je pense vraiment, avec des arguments empiriques solides, qu'on ne peut pas dire cela, la parenthèse n'est pas encore refermée. J'ai par exemple étudié les discours des banquiers centraux, notamment ceux de Jean-Claude Trichet. Au moment du basculement vers des politiques très expansionnistes, avec de faibles taux d'intérêt, on n'est pas allé jusqu'au bout, les taux restant à 1 % au lieu de quasiment 0 aux États-Unis et, surtout, l'accent était mis constamment sur le fait qu'il s'agissait d'une politique transitoire, en attendant la sortie de la crise. Dès la fin 2008, cette *exit strategy* est omniprésente dans les textes. Il n'est donc pas surprenant que soient revenus les discours, notamment ceux très radicaux d'Axel Weber, le président de la *Deutsche Bundesbank*, sur le mode : il y a trop d'interventionnisme, les taux sont trop bas. Pour eux, c'était le monde à l'envers. La BCE a pourtant continué à prendre des mesures non conventionnelles, notamment en rachetant sur le marché parallèle les obligations des États en difficulté, sans véritable garantie sur le remboursement. Ce qui était contraire à l'esprit et à la lettre des traités.

Il y a donc eu à la fois retour ou plutôt continuation, car il n'a jamais vraiment cessé, d'un discours ultra orthodoxe et poursuite des controverses entre les « purs » orthodoxes et ceux qui sont jugés plus pragmatiques, dont les autorités françaises. Cela montre bien que le débat n'est pas tranché et que la crise est encore là. L'un des enjeux va d'ailleurs être la désignation du prochain président de la BCE. Axel Weber a depuis quelque temps des positions publiquement hostiles à celles de la BCE, ce qui est inouï car ce sont les Allemands qui ont exigé

qu'il n'y ait ni transparence des débats internes à la BCE, ni publication des minutes. Or là on voit qu'il y a clairement rupture de la collégialité, ce qui est d'ailleurs un des marqueurs de la crise. Il ne s'agit que de politique monétaire mais les mêmes estiment qu'on est allé beaucoup trop loin dans la relance budgétaire, tellement loin que le fait d'exprimer leur désaccord était devenu quasiment une exigence morale. Du coup, la succession de Trichet est loin d'être réglée car la désignation du président de la BCE relève de la majorité qualifiée au Conseil européen. Ce qui met les Allemands en difficulté. Mais il n'y a pas apparemment encore de candidat crédible, sauf peut-être Dominique Strauss-Kahn, dont le nom a été cité¹³.

Ceci dit, deux des questions que pose la sociologie – à savoir qu'est-ce qui pèse et a vraiment pesé dans les décisions européennes relatives à la crise ? Quels ont été les acteurs et le contenu des tractations secrètes, etc. ? – restent pour l'essentiel sans réponse. Personnellement j'ai tendance à penser qu'à travers le FMI, Strauss-Kahn a certainement agi pour qu'on se décide assez rapidement à mettre en œuvre des politiques keynésiennes de relance, en phase avec l'administration Obama. Il ne faut pas oublier non plus le rôle de son économiste en chef, Olivier Blanchard. Il a été formé aux États-Unis et se situe lui aussi dans la mouvance néo-keynésienne, que l'on retrouve donc ici.

Savoir/Agir : Le sens commun, surtout à gauche, voudrait faire de la

13. Axel Weber vient d'ailleurs de démissionner de la *Bundesbank* (le 11 février 2011) devant l'hostilité de la France à son arrivée à la tête de la BCE : ce qui montre que l'hyper-orthodoxie ne parvient pas à s'imposer totalement.

privatisation une tendance générale et irrépressible. Vous consacrez tout un chapitre du livre à montrer que cette idée doit pour le moins être nuancée. Qu'est-ce qui vous amène à cette conclusion ?

Frédéric Lebaron : Si on place les processus dans le temps long, on observe une montée de l'État tout au long du xx^e siècle. Bien sûr, elle prend une autre forme durant la période néo-libérale, avec des attaques très fortes sur le thème « il faut dégonfler la fonction publique, il faut réduire les dépenses publiques pour pouvoir réduire le taux d'imposition, etc. », tout ceci est bien connu. Mais même là où cette politique a été la plus agressive, comme en Grande-Bretagne, au Canada, en Nouvelle-Zélande, etc., il n'y a pas eu un effondrement des effectifs de la fonction publique. Une des raisons en est le fait qu'il y a eu aussi un déplacement de l'État central vers les collectivités territoriales. Par ailleurs, la société a inventé ses résistances, comme s'il y avait un seuil de dépenses publiques relativement rigide à la baisse. Le caractère dual ou mixte des économies modernes, qui est un résultat d'une évolution longue, n'a pas été magiquement effacé par les politiques publiques néo-libérales : en limitant les rentrées fiscales alors que les dépenses publiques sont en partie incompressibles, elles ont surtout créé les conditions d'un endettement public de plus en plus structurel et massif. À partir de 2008, on observe une sorte de retour de l'action publique, et ceci même dans un cadre capitaliste. Certes, à partir de 1970, il y a eu abandon d'un certain nombre de moyens de contrôle et d'action publics. C'est incontestable. À travers le contrôle de la politique monétaire, on a en quelque sorte

évincé l'action politique d'un domaine clé à travers l'indépendance des banques centrales. C'est particulièrement fort en Europe, avec le traité de Maastricht. Mais cela n'a pas gommé l'importance structurelle des acteurs publics dans la dynamique économique. N'oublions pas, au passage, que la banque centrale, même « indépendante », reste un acteur public... Les politiques ont intériorisé un sentiment d'impuissance. Ils ont admis que leurs moyens d'action étaient limités et que l'essentiel, ce sont les marchés et la compétitivité. Les catégories mentales sont devenues ainsi très managériales et « privées ». Mais les structures sociales restent là. L'État social n'a pas disparu du jour au lendemain. Robert Castel dit même, ou presque, qu'il est resté pratiquement inchangé. Je n'irai pas jusque-là, il a été en partie démantelé et continue de faire l'objet de violentes attaques. Mais il ne s'est pas complètement effondré non plus. C'est une des sources de résistance, en particulier dans les pays européens. Ce qu'il faut noter aussi, c'est que la création d'un État social est apparue avec la crise comme un enjeu dans les pays émergents, au Brésil, en Chine, en Inde. On (re)lit dans les grands médias que l'instauration d'une protection sociale plus étendue est une priorité dans la plupart des pays du monde, États-Unis compris. Pourquoi l'extension de l'État social ne l'est-elle plus en Europe ? Parce que les dogmes néo-libéraux continuent de corseter les politiques européennes.

Savoir/Agir : La croyance économique est aussi la croyance des individus ordinaires. Est-ce que la crise de la croyance dans l'économie se diffuse aussi chez les individus ? Peut-on parler de méfiance envers ce que disent les économistes ?

Frédéric Lebaron : La méfiance a été beaucoup accentuée avec la crise. Les enquêtes d'opinions montrent le discrédit qui touche certaines orientations économiques favorables à la finance, aux banques, voire à la mondialisation des économies. En même temps, on ne voit pas bien quelles sont les alternatives, ce qu'on pourrait mettre à la place : pour les uns un retour de la souveraineté nationale, pour d'autres des politiques keynésiennes et environnementales globales, pour les derniers enfin la construction d'un nouveau système économique « post-capitaliste »... Un des grands thèmes de la *doxa*, c'est que les Français n'aiment pas le capitalisme. Mais ce sentiment existe aussi ailleurs. Avec la crise l'anticapitalisme s'est diffusé dans les attitudes, certains acteurs étant plus particulièrement discrédités (les grandes banques, la finance, etc.). C'est vrai même aux États-Unis, où ces acteurs ont été fortement attaqués.

Le résultat, c'est une grande défiance, qui touche aussi les experts. Mais le domaine des croyances profanes en économie est très complexe. C'est plus compliqué que la diffusion des connaissances mathématiques, car chacun a sa propre expérience sociale et ses propres connaissances du monde économique. La croyance économique profane n'est donc pas simplement le résultat de la diffusion d'une croyance savante. D'où la question : « Comment l'ébranlement dans le champ du pouvoir et parmi les élites se traduit-il pour les profanes ? » Mais ce n'est peut-être pas le point principal. Je le vois plutôt dans le fait que le discrédit des institutions centrales et des acteurs principaux devient de plus en plus fort. Je n'ai pas d'élément pour dire que cela produit un attrait plus fort par exemple pour le socialisme ou d'autres orientations alternatives. Les

enquêtes d'Eurobaromètre sur lesquelles j'ai travaillé montrent souvent des choses à peu près ininterprétables. Par exemple, elles montrent un soutien plus fort pour les politiques régulatrices, il faut contrôler les banques, réformer la fiscalité, etc. Mais, en même temps, il y a soutien de la recherche de compétitivité dans le cadre de la mondialisation, ce qui rend l'ensemble très ambigu. Les opinions économiques constituent donc un objet d'étude à développer !

Savoir/Agir : De façon plus générale, vous parlez de tournant et de rupture cognitifs. Pouvez-vous préciser cela ?

Frédéric Lebaron : La rupture n'est pas seulement observable au niveau du discours, qui est pour moi un moyen de comprendre dans quelle mesure il existe des processus sous-jacents de l'ordre des croyances. C'est à celles-ci que renvoie le mot cognitif dans l'acception qui est la mienne. Mais j'entends le mot croyance de façon très large, en incluant la croyance savante. C'est une des difficultés. Je parle donc à la fois des connaissances ordinaires et des connaissances savantes. Qu'est-ce que les gens ont dans la tête lorsqu'ils agissent ? La diffusion dont nous venons de parler va certes de haut en bas mais il y a en même temps des médiations qui font qu'elle n'est pas immédiate.

En fait, j'ai plutôt raisonné en termes de paradigmes, plus précisément de changement de paradigme. Pour le dire de cette manière : il n'y a pas encore de changement de paradigme, le stade du basculement n'est pas atteint. Si on part du paradigme keynésien, bien établi dans les années 1960, on observe à partir des années 1970 un basculement vers le paradigme néo-libéral. Il y a

encore des débats sur le thème : est-ce progressif et graduel ? Est-ce immédiat et brutal ? Aujourd'hui, la question est donc : sommes-nous à nouveau devant un changement de paradigme ? Ma thèse est que ce n'est pas le cas. Mais on est probablement dans la phase qui le précède, au cours de laquelle se multiplient les aberrations et les incohérences, les contradictions cognitives. Leur multiplication est frappante. Nicolas Sarkozy dit par exemple qu'il y a besoin d'une révolution statistique, qu'il faut mesurer

le bien-être et pas seulement les performances économiques à travers le PIB. En même temps, il dit qu'il faut libérer la croissance, par des mesures libérales classiques, qui vont faire croître les inégalités et vont peser sur le bien-être. Il veut libérer les prix au plan national et en même temps contrôler ceux des matières premières au plan international, etc. En somme, il y a un gros trouble dans la connaissance économique, sous toutes ses formes. ■